

**Portant délégation de signature à M. Manuel PLUVINAGE
Directeur Général Adjoint des services de Versailles Grand Parc**

LE PRÉSIDENT,

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;

Vu la délibération n°2014-04-01, du Conseil communautaire du 10 avril 2014, portant sur l'élection du Président de Versailles Grand Parc ;

Vu la délibération n°2014-04-06, du Conseil communautaire du 10 avril 2014, portant sur la délégation de compétences au Bureau et au Président ;

Vu la délibération n°2017-12-17, du Conseil communautaire du 5 décembre 2017, portant délégation de compétences au Bureau et au Président ;

Vu l'arrêté n°2015-07-06, en date du 2 juillet 2015, portant délégation de signature à M. Manuel PLUVINAGE, Directeur Général adjoint des Services de Versailles Grand Parc ;

M. Manuel PLUVINAGE exerçant les fonctions de Directeur Général Adjoint des Services de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, il est nécessaire de lui donner délégation de signature dans un certain nombre de domaine pour permettre une parfaite continuité de l'administration locale et du service public ;

Pour entrer en vigueur, cette délégation doit être matérialisée par un arrêté, notifié, envoyé en préfecture au service contrôle de légalité et publié ;

ARRÊTE :

Article 1) Abroge l'arrêté n°2015-07-06 portant délégation de signature à M. Manuel PLUVINAGE, Directeur Général Adjoint des Services de Versailles Grand Parc ;

Article 2) Délégation de signature est donnée à M. Manuel PLUVINAGE, Directeur Général Adjoint des Services de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, pour :

- les courriers administratifs courants,
- les correspondances et documents concernant la gestion du personnel, courriers, arrêtés, conventions de stages, ordres de mission, états de frais de déplacement, états des heures supplémentaires, décisions liées à la formation, attestations délivrées au personnel, feuilles de congés, autorisations d'absence, volets de soins,

- les correspondances et documents relatifs aux recrutements inférieurs à une durée de trois mois,
- les déclarations uniques et simplifiées des cotisations sociales et contrat de travail pour l'emploi d'artistes ou de techniciens par des organisateurs de spectacles vivants (GUSO),
- la délivrance des ampliations et expéditions des registres des actes administratifs,
- les marchés publics inférieurs aux seuils de procédures formalisés visés aux articles 27 et 30-I-10° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ainsi que tous les avenants s'y rapportant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- les documents relatifs aux opérations de réception des marchés publics,
- le dépôt des autorisations de travaux ou d'aménagement ne nécessitant pas de permis de construire,
- les conventions de mise à disposition du domaine public et les conventions de mise à disposition du domaine privé relatives au dispositif de point d'apport volontaire,
- toutes pièces comptables et financières et notamment celles relatives à la paye à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses, celles relatives à la liquidation et au recouvrement des recettes, les attestations, les certificats administratifs ou de prises en charges financières, la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les bons de commande en section de fonctionnement quelque soit le montant,
- les bons de commande en section d'investissement quelque soit le montant,
- le dépôt de plaintes au nom de la communauté d'agglomération,
- la certification matérielle et conforme des pièces et documents produits à cet effet ;

Article 3) La présente délégation prendra effet dès que l'arrêté sera exécutoire et pendant toute la durée de l'exercice des fonctions ;

Article 4) Le présent arrêté prendra effet dès l'accomplissement de la dernière mesure de publicité ;

Article 5) Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier de Versailles municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Yvelines,
- Monsieur le Trésorier de Versailles municipale.

Fait à Versailles en deux exemplaires originaux,

le **22 JAN. 2018**



Le Président,
de Mazières
François de MAZIÈRES
 - Maire de Versailles

Le Président,
 - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
 - informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
 Notifié à **M. Manuel PLUVINAGE**
 Notifié le *23.01.2018*

[Signature]



Plateforme **Contrôle de Légalité**

Compte-rendu d'horodatage de l'acte n° : 2018-01-03AG

Résumé de l'acte : Arrêté n°2018-01-03 Portant délégation de signature à M. Manuel PLUVINAGE Dir...

Date de décision : 23/01/2018

Nature de l'acte : Arrêtés individuels

Classification : 5.5. Delegation de signature

Rédacteur : Christelle Bourgeois

AR reçu le : 23/01/2018 00:00:00

N° AR : 078-247800584-20180123-2018-01-03AG-AI

Pièces jointes :

2018-01-03 Délégation de signature à Manuel PLUVINAGE DGA.pdf

Historique :

23/01/2018 15:10:22	Reçu	Christelle Bourgeois
23/01/2018 15:10:52	En cours de transmission	
23/01/2018 15:12:43	Transmis en Préfecture	
23/01/2018 15:16:51	Accusé de réception reçu	
23/01/2018 15:23:46	Tamponnage de l'acte	Christelle Bourgeois

